directeur des Études de l'Institut supérieur et international d'urbanisme appliqué, de Bruxelles.

Voici ce que disait M. Bardet:

Par suite du financement extérieur par les banques, qui émettent une monnaie scripturale anticipée, les exploitations et la production s'enfient à une vitesse dépassant les pouvoirs d'achats réels qui sont désormais ignorés. Il s'ensuit une hystérie de la production qui offre l'alternative: chômage ou guerre, pour la destruction des biens qui encombrant le marché.

Il y a donc deux financements possibles de caractère totalement opposé: l'un provenant de l'épargne ou l'autre, projeté par anticipation, dont l'autorégulation doit provenir de l'offre, des surplus existants dans le premier cas, de la demande, des besoins premiers dans le second.

Le financement bancaire, lui, est tout indiqué pour la construction et l'équipement immobilier profitant à l'ensemble du pays. Car là, il n'y a point à craindre de surproduire. C'est vraiment la demande qui fixe l'émission, ce sont les besoins en logements, en routes, en ponts, en hôpitaux, en écoles, qui cette fois deviennent les régulateurs de la monnaie scripturale anticipée, si dangereuse dans ses anticipations, dont il nous faut maintenant exposer le mécanisme. Comment construire les 200,000 logements annuels qu'on claironne à tous les échos?

Leur problème est semblable au nôtre. Il leur faut, eux aussi, construire 200,000 logements.

Et je poursuis la citation:

Demandons-le au mécanisme utilisé par les banquiers eux-mêmes, ...

On dit bien les banquiers eux-mêmes, et non pas ceux qui balaient les planchers ou vident les crachoirs. Demandons-leur.

Que fait une banque lorsqu'elle veut se construire un bâtiment? Va-t-elle emprunter à une autre banque? Bien sûr que non.

Elle s'ouvre un crédit de compte courant à elle-même, sur lequel elle ne paiera évidemment pas d'intérêt. Elle achète le terrain, paie les entrepreneurs au moyen de chèques garantis ... par l'immeuble lui-même. Elle touche ensuite les loyers et au bout d'une trentaine d'années, l'argent rentré balance le crédit ouvert.

• (3.40 p.m.)

L'honorable ministre du Revenu national (M. Côté), qui cause avec son vis-à-vis, ne comprend rien là-dedans. Il ferait peut-être mieux d'écouter, car ses électeurs comprennent le problème, ce qui pourrait bien être dangereux pour lui à la prochaine élection.

L'hon. J.-P. Côté (ministre du Revenu national): Cela n'existe plus chez nous, car le Crédit social est mort.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je continue la citation.

L'opération est annulée, mais la banque garde l'immeuble qu'elle possède désormais sans jamais

[M. Caouette.]

avoir déboursé un sol. Sauf, me direz-vous, les frais d'inscription, sur une feuille de Grand Livre, des sommes entrées et sorties dans les colonnes Doit et Avoir.

Ainsi, la Banque, par le seul fait du crédit moderne utilisant la monnaie scripturale, autrement dit du credo en sa solvabilité éventuelle, a pu créer de la monnaie-fantôme pour la transformer en moëllons, tout ce qu'il y a de plus palpable, les chèques émis rentrant dans le néant au bout de 30 ans, une fois l'opération magique accomplie.

Créer, puis détruire de la monnaie-fantôme qui, durant son existence éphémère, a joué le rôle d'une monnaie légale, tel est en effet l'extraordinaire privilège du système bancaire, exposé par les enquêtes parlementaires du gouvernement anglais ... et du gouvernement canadien ...

Monsieur l'Orateur, voilà la situation exacte dans laquelle nous sommes.

Si nous permettons au système bancaire de fonctionner à son propre profit, comme je viens de le dire, pour quelle raison le gouvernement ne présente-t-il pas une loi qui permettrait d'obtenir des prêts sans intérêt ou au coût de l'administration? Le travailleur canadien pourrait ainsi se construire une maison et entrevoir la possibilité de la payer. Il n'aurait pas à payer, par exemple, comme c'est actuellement le cas, \$84,000 l'unité. Si l'on achète une maison de \$24,000, on peut se vanter de l'avoir payée non pas \$24,000, mais plutôt \$84,000, car une hypothèque de \$20,000, pour 30 ans, à 9 $\frac{3}{8}$ p. 100, coûte \$60,000 en intérêt, ce qui porte le coût de la maison à \$84,000.

On approuve cela, le crédit dans notre système. Continuons—car c'est ce que le très honorable premier ministre nous suggère—de payer 9 $\frac{3}{8}$ p. 100 d'intérêt, pas seulement pour 30 ans, mais pour 40, ce qui veut dire que la maison ordinaire coûtera non pas \$20,000 ou \$24,000, mais plus de \$100,000.

Monsieur l'Orateur, c'est une honte monumentale que de voir, au Canada, tolérer un tel régime, parce qu'on a peur de protester contre un système financier qui égorge tout le monde.

Or nous, du Ralliement créditiste, allons continuer de lutter pour que le petit ait sa maison, pour que la famille canadienne puisse se loger convenablement et pour que le système financier soit mis au service du peuple canadien plutôt que le peuple canadien, au service du système financier, comme c'est le cas sous l'administration actuelle.

[Traduction]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, pour commencer j'aimerais dire, si on m'y autorise vu l'absence du premier ministre (M. Trudeau), que je ne l'avais pas vu aussi animé qu'aujourd'hui depuis qu'il dirige le